

Sujet portant sur le Maghreb et le Moyen-Orient : Que reste-t-il de la question palestinienne ?

Si l'on parle en français aujourd'hui de "question palestinienne", on désigne en arabe les enjeux relatifs au conflit "israélo-palestinien" et au devenir des populations locales par le terme "القضية الفلسطينية" soit "l'affaire" palestinienne, reprenant un terme appartenant au vocabulaire juridique (on peut en effet traduire également ce mot par "le procès"). Ainsi, cela renvoie à l'idée d'une situation qui doit être réglée ou amenée à se résoudre, là où le véritable français évoque un contexte compliqué, à l'avenir incertain.

Cette différence peut dès lors montrer une sorte de vision ou de compréhension différenciée, ou du moins évolutive de cette question complexe, tant entre les pays dits "Occidentaux" et ceux du Moyen-Orient qu'au sein même de ces derniers.

Ici, la notion de "Moyen-Orient" sera d'ailleurs entendue au sens très large, en incluant à la fois le Proche-Orient, le Golfe et les pays du Maghreb, mais également parfois des pays non arabes, mais musulmans, au sein de cette région vastement définie : la Turquie et l'Iran, qui ont leur importance sur la "question palestinienne". Justement, celle-ci renvoie, dans une acceptation générale, aux enjeux du conflit israélo-palestinien, au devenir du territoire situé entre "la rivière (à la frontière avec la Jordanie) et la mer (Méditerranée)", ainsi qu'aux populations palestiniennes (des territoires sous contrôle des autorités palestiniennes ou non). Cependant, et de plus en plus, cette expression désigne plus

strictement la gestion d'une sorte de statu quo, certes des faits, où Israël domine le territoire et où il convient de s'intéresser au sort des populations palestiniennes, diasporas y compris. Cela se traduit d'ailleurs par la marginalisation de l'expression "conflit israélo-palestinien", au profit de "la question palestinienne", aujourd'hui de référence. Même défini plus restrictivement, cette expression reste quelque peu polysémique (elle évoque le territoire, voire les territoires, les populations locales et les diasporas, les revendications palestiniennes voire même israéliennes...) et pluridimensionnelles (elle se pose sur le plan politique, social, culturel, économique, du droit international, des droits de l'homme...).

Lein d'être symbolique, le terme même de "question palestinienne" met en avant un changement de perspective sur les enjeux concernés. Il n'est en effet plus tant question, aujourd'hui, du processus de paix (qui semble pour certains immédiatement bloqué) que de la gestion d'une réalité complexe mêlant différents peuples (^{voire} religions) et d'importantes diasporas, aux contestations divergentes. On constate alors, sur le fond des enjeux, une évolution notable. La question palestinienne semble en effet porteruse d'une nature et d'une temporalité nouvelles depuis le début du siècle, loin de l'importance que revêtait la problématique de la "libération de la Palestine" au siècle dernier. Ainsi, elle semble avoir perdu en centralité, au sens de son intensité politique et dans les débats publics, et ce même si elle a gardé une force asséante pour les populations du Moyen-Orient (ou qui en sont originaires). En parallèle, on peut désormais la considérer comme une problématique "en toile de fond", qui doit certes être gérée mais dont un règlement paraît de plus en plus lointain et dont on entend parler surtout en fonction des événements et de rebondissements ponctuels. Tout cela complique alors la réponse à apporter à cette question qui demeure capitale. Dès lors, dans quelle mesure la perte de centralité de la question palestinienne prend

plus difficile la gestion d'enjeux pourtant d'autant plus primordiaux?

EN effet, la question palestinienne a changé de nature au fil des années, devenant de moins en moins centrale au niveau politique et se traduisant plutôt sur un plan socio-culturel (I). Ce glissement s'accompagne d'un changement de temporalité dans la mesure où les enjeux israélo-palestiniens sont surtout mobilisés en fonction d'opportunités politiques, ce qui complique non plus tant la résolution du conflit que la gestion de la question palestinienne (II).

* * *

Premièrement, la question palestinienne semble avoir vu sa nature évoluer, perdant en centralité et en actualité politique et se traduisant surtout dans des dimensions socio-culturelles (B).

D'abord, la question palestinienne renvoie à un mouvement qui a perdu en intensité politique (A), du moins lorsqu'elle est comprise comme un soutien aux populations palestiniennes et une opposition à l'État d'Israël au Moyen-Orient.

La question palestinienne est le fruit d'une histoire conflictuelle opposant Israël à la Palestine et aux Etats arabes à partir des années 1950 (1). En effet, si les accords de Sykes-Picot prévoient le partage du Proche-Orient entre la France et le Royaume-Uni après la Première guerre mondiale, la gestion internationale de la Palestine (et en particulier Jérusalem) a finalement été abandonnée au profit d'un mandat anglais. L'arrivée croissante pendant puis après la Seconde Guerre mondiale de colons juifs, organisée par l'Alliance juive et la gestion ambiguë de la puissance mandataire de la situation alors mené à une intensification des affrontements entre

colons et palestiniens, se soldant par la proclamation, en 1948, de l'Etat d'Israël. Se sont alors succédé un certain nombre de conflits, entre Israël et les pays arabes voisins (avec l'Egypte en tête de file), en soutien aux forces palestiniennes et visant à reconquérir un territoire de plus en plus étendue. Ainsi, si la guerre du Kippour de 1967 était une surprise, les forces israéliennes ont rapidement regagné du terrain et conquis de nouveaux territoires, tandis que la guerre de Six Jours s'est terminée par une écrasante victoire israélienne et une humiliation des armées arabes et en particulier de Nasser. À partir de là a débuté un long processus de paix entre Israël et les autorités palestiniennes (soutenues par la quasi-totalité des Etats arabes), qui malgré de nombreuses résolutions au Conseil de Sécurité de l'ONU et des négociations à Oslo, notamment fixant un partage du territoire entre Israël et des territoires sous contrôle palestinien (Gaza et la Cisjordanie) et dénonçant la colonisation, n'ont ni empêché Israël de prendre de facto le contrôle de tout le territoire, de mener des politiques de colonisation de nouveaux territoires hors de ses frontières reconnues par le droit international, ni permis une résolution pacifique du conflit. C'est d'ailleurs à partir des années 1970 qu'on commence véritablement à parler de question palestinienne.

Cette dernière a ensuite perdu en centralité, tant dans l'avancée des négociations qu'en ce qui concerne le soutien des pays arabes aux revendications palestiniennes (2). En effet, la Ligue des Etats Arabes avait en partie été créée en fédérant les Etats voisins dans leur opposition à Israël, et c'est d'ailleurs ce qui explique l'expulsion de l'Egypte après les accords de paix avec Israël de Camp David. Beaucoup considéraient alors dans la région Nasser comme un "haut", ayant "vendu" le peuple "frère". Le soutien aux palestiniens était donc un point central de la politique étrangère de la quasi-totalité des Etats du Moyen-Orient, mais a progressivement décru. D'abord, pour des raisons de politique interne (Liban, TUNISIE), certains partis au pouvoir ont pris leur distance avec les mouvements

de résistance palestinienne, tandis que globalement, la question est passée au second plan, les pays ^{arabes} privilégiant les problématiques de développement économiques et désirant ménager leur relation avec les États-Unis. En parallèle, les négociations du processus de paix ont également été limitées par les revendications des deux camps et leurs difficultés internes (tensions politiques tant en Israël que dans les territoires palestiniens). Depuis les années 2000, beaucoup les considèrent comme bloquées. Il y a également, au niveau international, une focalisation moins importante, depuis la fin de la guerre froide, sur les enjeux de la question palestinienne, à la fois car d'autres sujets de préoccupation majeurs émergent, mais aussi car la question palestinienne est devenue une sorte de toile de fond des conflits et des relations internationales du Moyen-Orient.

Depuis environ un déenné, on assiste même à une logique inverse, vers la voie de la normalisation avec Israël (3). En effet, depuis le début du siècle, mais surtout à partir de 2016, notamment sous l'influence du Président américain Trump, la question de l'opposition à Israël commence à être discutée dans les pays de la zone, et ce même si, officiellement, aucun executif ne remet en cause le soutien aux revendications palestiniennes. Ainsi, un processus de normalisation est engagé et désormais acté avec un certain nombre de pays de la région. Malgré l'échec de "l'Accord du siècle" voulu par Trump avec l'Arabie Saoudite,

Av delà d'un langage politique parfois ambigu, il faut voir là un changement de nature de la question palestinienne. Certes, tant l'opposition à Israël qu'un soutien concret aux palestiniens perdent intensité au niveau politique dans la région, la question n'en demeure pas moins au centre de la psyché des populations locales. La question palestinienne tient alors aujourd'hui à s'exprimer sur un plan socio-culturel (B)

Premièrement, la question palestinienne reste une cause majeure pour les populations du Moyen-Orient (1). En effet, et particulièrement dans le Levant, mais aussi en Algérie voire en Turquie, le soutien à la cause palestinienne demeure très vif de la part des populations et de la société civile (voire même des dirigeants).

Elle est en quelque sorte vue comme une question de principe, une cause à défendre jusqu'à ce "que l'on désigne comme la libération de la Palestine. Le slogan "Jérusalem est à nous" ("القدس لنا") est en effet largement diffusé au sein des populations, d'ailleurs musulmanes comme chrétiennes (au Liban notamment). On peut même considérer l'appui à la cause palestinienne comme un symbole d'unité, un liant des populations arabes, qui se sentent unies dans cette cause, parfois même en opposition avec les positions plus conciliantes envers Israël de leurs gouvernements.

Le soutien s'illustre par les manifestations ou les événements en soutien à la population palestinienne qui sont régulièrement organisés (tant dans les pays de la région que par les diasporas vivant à l'étranger), et en particulier en cas de montée des tensions à Gaza. Plus récemment, les événements dans la bande de Gaza et les bombardements ont entraîné une vague de soutien sur les réseaux sociaux au Moyen-Orient, avec la création de pages en soutien à la cause palestinienne. Même dans les médias, le vocabulaire utilisé traduit en général cette même position: on parle souvent au Moyen-Orient d'Israël comme l'ennemi, et de la région "de la rivière à la mer" comme de la "Palestine occupée" (الضفة الغربية والقدس الشريف).

Au-delà de ce soutien social, la question palestinienne prend aussi une forte dimension humaine et humanitaire dans la région aujourd'hui (2). En effet, de manière très factuelle, une proportion non négligeable des populations des pays voisins, et en particulier la Jordanie, le Liban et la Syrie est d'origine palestinienne, voire dispose d'un statut particulier (au Liban notamment). La question palestinienne y est donc moins un enjeu de territoire (même s'il demeure important), qu'une question humaine, au quotidien. Plus largement, la question palestinienne est donc une question humanitaire, avec un nombre considérable de réfugiés et de déplacés, ce qui pose des enjeux qui peuvent contribuer à encourager un règlement de la question, malgré la complexité de la situation. D'autre part et de ce fait, il existe de plus en plus de liens familiaux

ou sociaux entre les populations locales et les palestiniens, notamment également car ils partagent des préférences communes (la religion, tant musulmane que chrétienne pour certains, la langue, l'histoire, la gastronomie...), ce qui ne fait qu'accentuer le soutien populaire à la cause.

Enfin, la cause palestinienne revêt une dimension de résistance, qui fait émerger des figures (3). Ainsi, derrière la question palestinienne, il y a un vrai enjeu de résistance qui est véhiculé dans la région, et en particulier dans des pays (Algérie, Liban) qui ont une histoire de résistance ou dans des milieux qui y accordent une importance historique et culturelle (les chiites notamment). Cela renforce une sorte de soutien à la cause palestinienne et une culture de résistance face à ce qui est considéré comme de l'oppression. Cela fait en parallèle émerger un certain nombre de figures, érigées en symbole de la lutte pour la liberté, et notamment sur les réseaux sociaux. On peut alors citer Ahed Tamini, une jeune activiste palestinienne qui s'était illustrée en s'opposant à un soldat israélien, ou plus récemment Shireen Abu Akel, une journaliste palestino-américaine tuée alors qu'elle couvrait un bombardement.

* * *

Dès lors, si la question palestinienne semble avoir changé de nature en perdant son côté central au sein des préoccupations politiques de la région, elle demeure d'une importance capitale sur le plan socio-culturel. En parallèle, cette sorte de "décentrage" a entraîné un changement de temporalité, la question palestinienne étant surtout mobilisée au gré d'opportunités politiques, ce qui en complique la gestion (II)

La question palestinienne n'est plus une préoccupation constante dans l'agenda politique de la région, elle n'en demeure pas moins stratégique. Elle est de ce fait mobilisée en fonction de la survenue d'événements politiques (A). Ainsi, la situation des populations locales, qui

peut parfois sembler "normalisée", est de nouveau mise au premier plan lorsque les tensions gagnent en intensité (1). En effet, les problématiques relatives à la question palestinienne (insécurité, préoccupations territoriales, questions humanitaires...) tendent à devenir une sorte de toile de fond de la conjoncture du Moyen-Orient mais sont de nouveaux l'actualité quand des affrontements ou des attentats ont lieu. Sans renier dans une appréciation cynique de la situation, c'est souvent malheureusement des événements mortels qui font prendre conscience que le "conflit" dure et que la situation n'est justement pas normalisée.

Surtout, la question palestinienne fait régulièrement l'objet de récupérations politiques (2). Si l'intervention de la question palestinienne dans les préoccupations de politique interne n'est pas nouvelle, comme en témoigne le déclenchement de la guerre civile libanaise dans les années 1970, ce changement de temporalité de la question palestinienne facilite les récupérations politiques. Ainsi, c'est surtout une question qui se transforme en enjeu stratégique lors de périodes électorales, dans la région comme ailleurs. Ainsi, à chaque élection en Israël, les questions de la colonisation, du statut des arables d'Israël, de la position à adopter face au Hamas ou des relations avec les autorités palestiniennes... sont centrales. Chez les palestiniens, la différence de visions entre Fatah et Hamas a également des incidences récurrentes sur la vie politique et

expliquent d'ailleurs l'instabilité actuelle. Même aux États-Unis, la question palestinienne a quelque peu son importance politique, dans le sens où la communauté juive, souvent fervente supportrice de l'Etat Hébreu, est politiquement influente. En Jordanie en outre, l'importance démographique et économique des populations d'origine palestinienne oblige à les prendre en considération au niveau politique, notamment pour éviter les revendications.

Lorsque la question palestinienne ressortit à l'ordre du jour avec force, en particulier dans des contextes électoraux, le point focal est en réalité souvent les enjeux sécuritaires (3). D'abord, la mobilisation des populations du Moyen Orient et de la diaspora tend à se cristalliser lorsque les tensions reprennent et que l'instabilité grandit. Du côté israélien surtout, ce sont les préoccupations sécuritaires qui sont mises en avant. En effet, l'Etat Hébreu explique sa politique, bien que parfois dénoncée par des ONG comme Amnesty International ou même au sein des instances de l'ONU, par sa politique de lutte contre le terrorisme et sa volonté de protéger. C'est d'ailleurs souvent par le biais de la reconnaissance de son droit de défense de l'intégrité de son territoire que des pays apportent leur soutien diplomatique à Israël.

pour la
Si la temporalité de l'intérêt à la question palestinienne semble de plus en plus se centrer sur une réaction à des événements précis, le changement de temporalité peut se lire de manière plus fondamentale. En effet, il semble y avoir eu un passage d'une perspective de résolution du conflit à une tentative de gestion de la question palestinienne, ce qui renchérit les difficultés (B).

Ainsi d'abord, les perspectives de résolution du conflit semblent de plus en plus complexes (1).

En effet, la question israélo-palestinienne est souvent

citéé comme le parangon des difficultés du système international et en particulier de l'ONU, qui peine à faire respecter les résolutions votées ou qui se heurte à des jets fréquents lorsque la question palestinienne est évoquée. Par ailleurs, les négociations de paix entre Israël et les autorités palestiniennes sont actuellement bloquées, tandis que la normalisation des relations de certains pays avec Israël fragilise la position palestinienne. Ces effets semblent donc aujourd'hui plutôt se focaliser sur une gestion, aussi durable que possible, de la situation, plutôt que sur une relance du processus de paix, et c'est ce qui a d'ailleurs présidé (en partie), aux décisions de normalisation.

Ces difficultés s'expliquent par l'existence de deux visions opposées de la situation (2). En effet, si certains centrent leur analyse sur la situation de facto ou sur des impératifs économiques ou stratégiques, cela ne doit pas occulter la question sensible du "droit au retour". En effet, l'un des enjeux de la question palestinienne et de toute issue à la crise qui dure est le devenir des populations déplacées et réfugiées et le statut à accorder aux territoires et aux propriétés qu'ils considèrent avoir été confisquées mais que des habitants israéliens considèrent aujourd'hui leur appartenir. C'est donc certainement sur cet enjeu que les discussions gagneraient à se focaliser, par exemple en débatant d'une potentielle différenciation des situations, notamment lorsque la perspective d'une "solution à Deux États" est mise en avant, comme le fait la France.

Les enjeux de la question palestinienne sont en effet contraires, et la France a un rôle fondamental à jouer pour surmonter les difficultés que la nature et la temporalité de la question posent aujourd'hui (3). Ainsi, l'engagement de la France en faveur d'une solution non seulement aux crises ponctuelles mais aussi plus largement à la

situation de la zone est plus qu'encourageante et positive. Elle jouit de plus d'une position bien plus neutre que les Etats-Unis (le plus important soutien à l'Etat hébreu) ou que le Royaume-Uni (du fait de l'histoire). Son rôle de protecteur des lieux saints et son action historique pour cette question sont également un vrai atout.

* * *

Ainsi, si la question palestinienne semble avoir changé de nature et de temporalité, perdant en centralité sur le scénario régionale et internationale, elle n'en reste pas moins centrale et invite à renforcer l'action française

N°
12.1.12